

Dialogue social dans l'administration publique

Renforcer la place de la négociation dans la fonction publique

F. M. M.

Cap Estérias/Gabon

UN séminaire gouvernemental sur le dialogue social dans l'administration publique s'est ouvert mardi dernier au Cap Estérias en présence du Premier ministre, Daniel Ona Ondo. Ces assises s'inscrivent dans la perspective de la mise en place des instruments techniques et juridiques susceptibles de renforcer la place de la négociation dans la fonction publique.

Au cours de cette rencontre à laquelle ont pris part plusieurs membres du gouvernement, hauts cadres de l'administration et les responsables syndicaux, le locataire de l'immeuble du 2-Décembre a souligné que le système des relations sociales dans notre administration publique est loin d'être satisfaisant. D'autant que : «de nombreux indicateurs permettent, en effet, de mettre en évidence cet état de fait : un paysage syndical éclaté, des revendications interminables, des blocages fréquents de l'administration, des instances paritaires quasi-inopérantes... ».

Ainsi, la prévention ou la solution des conflits passant par la promotion du dialogue social, le Pr Daniel

Ona Ondo martelé qu'«entre partenaires, nous sommes condamnés à nous entendre, il est donc dans l'intérêt de chaque partie de faire en sorte que les causes de blocages soient à l'avance écartées, sinon minorées.»

En effet, pour le Premier ministre, cette démarche devra faire évoluer la forme actuelle de l'action syndicale par la détermination des critères de représentativité, de financement des syndicats mais également de la préservation des droits syndicaux consacrés par la Constitution. «Car, a-t-il dit, il ne s'agit pas de mettre en cause le droit de grève repris par le statut général de la Fonction publique, mais de préciser les principes qui sous-tendent le service public au Gabon».

Dans cette perspective, le patron de l'administration a invité le ministre de la Fonction publique à faire la pédagogie de cette réforme qui doit permettre aux différents acteurs d'exercer leurs prérogatives en leur donnant les moyens de leur légitimité.

Pour l'initiateur de ce séminaire, le ministre de la Fonction publique, Jean-Marie Ogandaga, «le dialogue social constitue un chantier prioritaire de son secteur qui ambitionne de sortir d'une vision trop centralisée, vers un mode de

fonctionnement participatif, plus souple et à travers lequel les partenaires sociaux et l'Etat-employeur peuvent avancer, main dans la main, sans remise en cause des rôles qui incombent à chacun».

La satisfaction des usagers

et la qualité des services publics étant des objectifs essentiels pour l'administration, Jean-Marie Ogandaga a souligné que : «Il importe, à ce titre, que nous déterminions ensemble, par quels mécanismes nous pouvons les garantir. En

d'autres termes, comment faire l'économie, par le dialogue, des blocages et des dysfonctionnements qui minent régulièrement l'administration?»

C'est dans cette optique qu'il a invité les participants aux différents ateliers ou-

verts à cet effet, à faire montre d'une forte implication et d'audace, afin de traiter sans le moindre tabou tous les points qui peuvent contribuer à l'amélioration du système des relations sociales dans l'administration gabonaise.

Besoin d'énergie?

Nous subvenons à vos besoins.

1

CFAO EQUIPMENT vous propose une gamme complète de Groupes Électrogènes JCB allant de 8 à 2700 KVA, disponibles en 50 ou 60 HZ.

JCB, leader Européen en matériel industriel.



Photos non contractuelles.

A PARTIR DE...

5.400.000 Frs CFA HT*

* Tarif en vigueur. Dans la limite des stocks disponibles.



Libreville:

B.P.: 2181 Z.I. Oloumi - Tél.: (+241) 05 54 01 48

Port - Gentil:

B.P.: 1381 - Tél.: (+241) 05 65 01 32

Web: www.cfao-equipment.com - E-mail: cfaoequipmentgabon@cfao.com